

Interview

KAAW TOURE, Porte-parole des FLAM

"L'arène politique nationale ne nous fait pas peur !"

Kaaw Touré est originaire de Djéol au Gorgol. Il est le Porte-parole des Forces de Libération des Africains de Mauritanie (FLAM), un mouvement né le 14 mars 1983 après la fusion de quatre mouvements : L'UDM (union démocratique mauritanienne) , le MPAM (mouvement populaire africain de Mauritanie), L'ODINAM (organisation pour la défense des intérêts des négro-africains de Mauritanie et le MEEN (mouvement élèves et étudiants noirs). Kaaw Touré est ancien Porte-parole des réfugiés mauritaniens au Sénégal d'où il fut expulsé, dit-il, en juillet 1999 suite à des pressions diplomatiques du Gouvernement mauritanien. La Suède l'accueillera depuis comme réfugié politique, avec statut de résident permanent. Kaaw Touré est par ailleurs le rédacteur en chef du "FLAMBEAU", le journal des FLAM, et webmaster de "FLAMNET", le site officiel des FLAM. De la Suède, où il réside, il a accepté de répondre à nos questions, relatives au "racisme des FLAM", à leur refus de revenir au pays à la faveur de la dernière amnistie, à leurs liens avec les "Cavaliers du changement", aux événements de 1989 et au putsch de 1987. Entretiens...

NI: Que répondez-vous à une partie de l'opinion en Mauritanie qui perçoit les FLAM comme une organisation raciste qui déteste les maures et veut les bouter dans le désert?

Kaaw Touré : C'est une monumentale absurdité ! Car la vision que nous avons de la Mauritanie depuis toujours est et demeure qu'elle appartient aux Beydanes et aux Noirs . Qu'elle doit être Africaine et Arabe. Nous n'avons jamais varié sur cette vision. Il faut chercher plutôt du côté de ceux qui veulent faire de la Mauritanie un pays exclusivement Arabe. Nous ne croyons pas aux vertus du racisme et à l'exclusion. Nous pensons comme Martin Luther King que "répondre à la haine par la haine, ce serait augmenter la somme de mal qui existe déjà sur terre". Cette petite campagne de diabolisation a fait son petit bout de chemin malheureusement chez bon nombre de nos compatriotes arabes tout comme cette autre machination du "péril noir".

suite en P.3



KAAW TOURE

Mais c'est de bonne guerre et nous le comprenons bien: Je pense que les hommes de bonne foi ne doivent juger une organisation qu'à partir de son discours, ses textes officiels ou son orientation politique et idéologique. Ce que nous constatons malheureusement, c'est que beaucoup de ceux qui nous accusent de racisme ou d'extrémisme n'ont jamais approché les FLAM, n'ont jamais connu des Flamistes, n'ont jamais pris la peine de lire nos productions. Ils se contentent seulement de la propagande du régime ethnofasciste de Maaouya Ould Taya et de nos adversaires politiques pour nous juger. Il paraît même que certains de nos compatriotes arabes pensent que nous avons des cornes ou que nous bouffons du feu et d'autres nous accusent d'être la version "négro-africaine du bathisme". C'est un raisonnement simpliste et mécanique. Comment un esprit sain peut-il tomber dans la bassesse du racisme comme Ould Taya ou nos anciens tortionnaires qui nous traitaient de "sales juifs" ou "sales nègres" ?

Pour vous convaincre, je vous renvoie à l'appel de notre Manifeste de 1986 par lequel beaucoup de mauritaniens ont entendu parler des FLAM.

Soucieux de sauvegarder l'unité du pays dans l'équité, nous avions rédigé un document: "Le Manifeste du Négro-mauritanien Opprimé". Dans ce document qui est aujourd'hui à l'origine de toute cette campagne malsaine et haineuse contre nous, nous affirmions essentiellement trois choses :

1- Il y a un problème de coexistence entre les communautés Arabe et Négro-africaine. Nous démontrions la mécanique d'un système de discrimination raciale en ce qu'il exclut la composante négro-africaine et harcelait de tous les processus de décision. Chiffres à l'appui, nous administrions - s'il en était besoin - les preuves de cette marginalisation et en dévoilions les rouages. Ce problème, disions-nous, ne résultait pas d'un antagonisme naturel latent ou spontané entre communautés, mais plutôt d'un système politique visant à diviser le peuple en exacerbant les préjugés inter-ethniques. Une politique volontairement et exclusivement paranoïaque, privilégiant la communauté Arabe à tous les points de vue au détriment de la communauté Noire.

2- Nous attirions l'attention du régime sur l'urgence qu'il y avait à reconnaître, et donc à prendre en charge ce problème pour juguler tout risque de confrontation que pourrait entraîner sa persistance.

3- Enfin, nous préconisions dans la dernière partie du Manifeste un vaste débat national où tous les mauritaniens s'essayeraient autour d'une table afin de résoudre par eux-mêmes, par les vertus et du dialogue et de la concertation, l'ensemble de ces problèmes.

La réponse du pouvoir à cette approche pacifique fut la violence brutale et aveugle. Le pouvoir réprima d'une façon sanglante la communauté Négro-africaine. Ce fut une violation massive des droits de l'homme avec sa cohorte de tortures, de vols, de licenciements, de déportations massives et d'exécutions sommaires à grande échelle. Pour ceux qui ont la mémoire courte et les démocrates de la 25^{ème} heure, nous rappelons que nous étions les premiers et seuls à faire face au régime de Tays. Nous n'avons pas attendu la

"démocratie" pour lutter contre le totalitarisme et à le dénoncer dans les fora, auprès des organisations des droits humains et auprès de la presse internationale. Aucune autre organisation intellectuelle ne s'est élevée contre cette terreur d'Etat. Pourquoi un tel silence ? Le régime du colonel président avait-il réussi à convaincre l'intelligentsia maurite sur le "péril noir" ou sur le soi-disant "nationalisme étroit" des FLAM ? En tous cas, vous ne trouverez dans aucune production intellectuelle des FLAM, du Manifeste du Négro-mauritanien opprimé, aux programmes et orientation politique du mouvement, en passant par notre livre blanc, on ne trouvera nulle part une sentence du genre "devant l'intolérable invasion des arabes, la solution consiste à les chasser de la Mauritanie pour la préserver de la "souillure arabe" afin de bâtir une nation négro-africaine avec un pouvoir exclusivement noir ancré dans le monde négro-africain". Non ne croyons pas aux vertus du racisme. Notre "racisme" relève du fantasme de nos destructeurs. Nous les comprenons bien, car s'il n'y avait pas un fictif "nationalisme étroit" à combattre certains faux "gendarmes de l'unité nationale" se retrouveraient aussitôt en mal d'arguments, ou en chômage politique. Pour accomplir leur sale besogne, c'est leur seul fond de commerce. Notre seule particularité en tant que mouvement est de partir de la violence dont nous sommes l'objet, en tant qu'individus culturellement situés, pour dénoncer l'ensemble des violences subies par tout le peuple mauritanien. On ne peut vouloir être libre en niant l'autre. C'est un non sens.

Ni : Qu'est-ce qui justifie le refus des FLAM de revenir en Mauritanie après la dernière mesure d'amnistie sachant que vous êtes couverts par l'amnistie de 81 et 83, ce qui expliquerait l'absence de vos noms sur le liste des bénéficiaires de celle du 2 septembre ?

K. Touré : D'abord, je m'inscris en faux par rapport à cette affirmation, car je crois que l'amnistie de 93, qui en réalité ciblait les bourreaux, couvrirait plutôt la période de 89 et 91. Or les militants des Flam... avaient été condamnés en 1986 et en 1987. Et puis à supposer que ce fut le cas, il reste que cette amnistie, de l'époque ne fut pas une amnistie pleine et entière comme la dernière. La différence est de taille. En second lieu, si nous n'avons pas été candidats au retour c'est, en réalité, moins à cause de l'amnistie sélective que pour l'attitude équivoque, tout au moins réservée du CMJD.

Nous nous attendions à des gestes forts d'apaisement de nature à rassurer tous les mauritaniens. Mais nous n'existons qu'à rien de plus qu'une réconciliation tribale. Nous espérons des signes qui montreraient une volonté réelle de rupture doublée d'une volonté de faire face, enfin, à la question centrale de Cohabitation. Or qu'observons-nous ? Un mépris souverain pour cette question et celle de l'esclavage ! Le Conseil militaire s'attaque plutôt à des questions secondaires, du genre, durée du mandat présidentiel ou comité de lutte contre la corruption, transparence des élections. Ce ne sont pas là, à notre avis, les questions prioritaires. Le CMJD met le

charrue avant les bœufs. Il doit revoir sa copie.

Ni : Il existe des partis politiques, des ONG et des personnalités en Mauritanie qui défendent les mêmes idées que vous et qui ne sont, actuellement, pas inquiétés. C'est pourquoi, votre refus de venir est mal compris.

K. Touré : D'abord nous n'avons pas la même histoire que ces partis politiques ou ONG. Ensuite, c'est bien le même appareil répressif qui demeure, et qui hier seulement, traitait les FLAM comme l'ennemi public numéro un. Quelle garantie avons-nous vis-à-vis des mêmes hommes, qui hier nous ont torturés, pourchassés. Rien que leur parole ? Il en faut de beaucoup plus fiable.

Enfin, il n'est pas très sûr, comme vous dites, que ces partis défendent les mêmes idées que nous. La peur est encore là. Elle n'est pas partie. Le discours des FLAM fait toujours peur; la censure et les menaces restent encore de mise.

Bref, nous ne sommes pas prêts à venir hurler avec les loups, surtout pas quand nous constatons que les nouveaux maîtres des lieux ont tourné le dos aux questions centrales.

Ni : Vous vous êtes exilés pour échapper à la répression du régime de Taya. Maintenant qu'il n'est plus là, indépendamment du caractère "sélectif" de l'amnistie, qu'est-ce qui s'oppose à votre retour ?

K. Touré : Je crois avoir déjà répondu à cette question. Mais disons, pour résumer, que les conditions de sécurité, les conditions de réconciliation nationale (et non tribale) ne sont pas réunies. Dès qu'elles le seront nous reviendrons car, pour un exilé, le mal du pays vous habite toujours. Encore une fois comprenez bien que notre combat n'était pas dirigé contre une personne ou un régime particulier, mais bien contre un Système.

Ni : Compte tenu de l'importance du combat politique que vous menez, même si votre retour en Mauritanie comporte des risques, le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

K. Touré : Au risque de me répéter, je dis que dans les conditions actuelles, voulues et décidées par le Conseil militaire, le risque d'un retour est moins important pour nous mêmes que pour le combat politique que nous menons. Si nous avons pu gêner, dénoncer Ould Taya sans désespérer, ça ne fut possible que de l'extérieur. Il se trouve malheureusement à l'état actuel, comme dit plus haut, dans le fond, nous ne voyons rien de changé, du moins pas encore. L'appareil est le même, les hommes également et la politique identique. Ne croyez-vous pas qu'il y a là de quoi rester prudent ?

Ni : Quel rôle avez-vous joué dans l'intégration des "Cavaliers du changement" en Afrique de l'Ouest, après leur fuite suite à l'échec de la tentative de putsch de juin 2003 ?

K. Touré : Je ne sais pas ce que vous entendez par "intégration". Toutefois, je dois avouer que nous avions été en contact avec eux. Ensuite que nous aurions pu, n'aurait-ce certains différends de vue, développer certaines

options ensemble.

Ni : Pourquoi la première sortie médiatique de Saleh Ould Hamana a été donnée en septembre 2003 à "FLAMNET" ?

K. Touré : Vous êtes journalistes, vous savez ce que veut dire la course aux exclusivités ou au scoop ! Ce n'est pas à moi de vous apprendre ce que veut dire la primauté de l'information. J'en profite pour saluer notre ami Saleh et ses camarades et les féliciter de leur libération.

Ni : Est-il vrai que les FLAM ont participé aux tentatives de putsch d'août et de septembre 2004 et qu'ils avaient fourni des combattants dont l'action devait être coordonnée par un certain "Yéro" qui s'est éclipié de Nouakchott le 25 septembre 2004, le jour de l'arrestation de Ould Mini ?

K. Touré : Ce sont-là des fantasmes. Mais pour lever un peu le voile sur ce que fut le projet de notre coopération, je dois avouer que s'il n'a pu voir le jour, c'est suite à notre exigence. Nous devions, eux et nous, nous accorder sur ce que devait être la Mauritanie après Ould Taya, une fois que nous l'aurions chassé. Et comme, semble-t-il, une certaine frange des "cavaliers" ne voulait pas aborder cette question, nous n'étions pas non plus, prêts à nous engager dans une aventure qui ne nous rassurait pas sur notre avenir.

Ni : Actuellement, il est de plus en plus question d'une solution à la "vérité et réconciliation" pour régler le problème du passif humanitaire et des déportés. Quelles solutions, les FLAM proposent-ils ?

K. Touré : C'est heureux que l'opinion s'achemine vers cela. Mais encore une fois le règlement du passif humanitaire, contrairement à ce bon nombre croit, ne saurait sceller la réconciliation nationale. Le passif (tueries, déportations, radiations arbitraires) est une conséquence du Problème politique. Il peut aider à apaiser les esprits, à calmer les coeurs, tout au plus. Mais pour réconcilier les Mauritaniens il faudra nécessairement s'attaquer à la cause des crises ou du conflit : le problème de cohabitation ou le racisme structurel de l'Etat Mauritanien.

Ni : Faites-vous du retour des déportés et de la poursuite judiciaire des présumés auteurs du passif humanitaire, des préalables à votre retour en Mauritanie ?

K. Touré : Notre lutte a précédé les déportés, notre lutte a précédé les exécutions sommaires. Il ne faut pas confondre les effets et la cause. Le règlement du problème de cohabitation est plus fondamental pour nous, que tout le reste. C'est là que nous attendons des signes forts, une volonté réelle et manifeste.

Ni : Vous êtes soupçonnés par vos adversaires de préférer l'exil doré, le statut de réfugié en Europe, en Amérique et le combat électronique à une descente dans l'arène politique nationale, est-ce vrai ?

K. Touré : L'arène politique nationale ne nous fait pas peur ! Nous avons des arguments et des moyens humains et matériels insoupçonnés.

Nous sommes Mauritanien. Cela veut tout dire. Notre utilité exil prépare notre retour triomphal. Et nous reviendrons.

NI : L'appellation "FLAM" se justifie-t-elle après votre renoncement à la lutte armée ?

K. Touré : Cela n'a strictement rien à voir ! Les FLAM signifient FORCES DE LIBERATION AFRICAINES DE MAURITANIE et non, Forces armées comme le laissent entendre certains esprits biscornus.

NI : Est-il prévu que les FLAM deviennent un parti politique ?

K. Touré : Les FLAM se considèrent comme un mouvement national de libération qui regroupe plusieurs courants politiques : des socio démocrates, des socialistes, des libéraux, des communistes, des anarchistes, des écologistes et même des démocrates islamistes. C'est donc des courants d'opinion divers. Tout cela sera discuté un jour InchaAllah, une fois l'Apartheid mauritanien vaincu. On pourrait maintenir le nom comme l'a fait l'ANC après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et se battre dans le cadre démocratique ou dissoudre le mouvement, ou créer ou intégrer d'autres organisations politiques classiques. Rien n'est exclu. Quoi qu'il adviendra, on ne saurait nier que les FLAM ont occupé une place centrale dans l'histoire de la résistance politique mauritanienne. En tout état de cause, elles demeurent incontournables.

NI : Avez de mauritaniens estiment que les FLAM ont activement pris part à la chasse aux maures engagée durant les événements de 89 au Sénégal et qu'ils n'ont pas été sensibles aux souffrances endurées par les mauritaniens dans ce pays. Est-il vrai que votre sensibilité est donc sélective et que la souffrance d'un maure - par exemple, ce n'est pas votre truc ?

K. Touré : Ce qui s'est passé pendant ces événements était horrible, aussi bien en Mauritanie qu'au Sénégal. Nous l'avions dénoncé et vivement condamné en son temps. Je vous renvoie à nos déclarations de presse pendant ces journées chaudes, elles sont toujours trouvables dans nos archives et dans notre LIVRE BLANG de 1990. Aucune injustice n'est tolérable qu'elle qu'en soient les victimes. Nous avons toujours pris position quand il s'est agi des violations des droits de l'homme, c'est une question de principe. Si vous avez bonne mémoire, vous vous rappelez certainement que nous avions condamné les arrestations des Baathistes et des Nasseriens qui sont pourtant nos ennemis jurés, politiquement je veux dire. Nous avions également dénoncé l'arrestation de Chbih, de Ahmed Ould Daddah, les islamistes et celle plus récente des Cavaliers du Changement. Et pourtant ils sont tous maures ! Apparemment certains de nos compatriotes ont la mémoire courte, je m'abstiens de les accuser de faire preuve de mauvaise foi. Nous ne pouvons combattre le racisme et en même temps tomber dans les travers du racisme primaire. Pour nous une vie humaine est sacrée et personne d'autre qu'Allah ne doit l'ôter.

NI : Quelle perspective allait s'offrir à la Mauritanie au cas où la tentative de putsch du 22 octobre 1987 organisée par des officiers negro-mauritaniens avait réussi ? La partition ? Ou la démocratie réelle ?

K. Touré : Cette question traduit l'idée assez répandue que seuls nos compatriotes maures auraient le droit, le légitime prétention de diriger la Mauritanie. Je me situe complètement en dehors de cet univers mental. Je vous renvoie au livre de notre

camarade Boyè Alassane Harouna "J'étais à Ouajda" il revient largement sur le putsch et sur ses motivations. Tout récemment le camarade Ousmane Sarr un ancien militaire rescapé de Ouajda lui aussi et actuel président de l'AVOMM s'en est expliqué sur Flamnet. Le putsch n'avait rien de sectaire et n'avait aucune visée séparatiste. Ils voulaient seulement rétablir l'équilibre au sein du pays pour une Mauritanie non raciale et démocratique. C'est tout. Tout le reste n'est que le produit des spécialistes de l'amalgame et de la division.

NI : Entre un Nelson Mandela et un John Garang, où vont vos préférences ?

K. Touré : J'ai beaucoup du respect pour le combattant John Garang, c'était un homme d'honneur, un homme de conviction et de foi et nos mouvements entretiennent des bons rapports. Mais pour moi Nelson Mandela est presque un "prophète", il est comme le disait un taximan ivoirien "un homme plus grand qu'un président". Il est mon idole, je l'adore, je m'inspire de son combat, de son parcours et de son sacrifice. Je ne cesse de lire ses oeuvres et de regarder ses films. Il est notre guide et on partage la même vision du nationalisme quand il dit "le nationalisme africain, ce n'est pas la conception du nationalisme exprimée dans le cri "les blancs à la mer, le nationalisme africain que défend l'ANC c'est une conception de liberté et d'accomplissement pour le peuple africain sur sa terre". Voilà tout le sens de notre combat. Qu'Allah garde encore ce grand homme, parmi nous. Mais notre préférence va à notre président, le président Samba Thiam, un homme de courage, de convictions et de constance. Merci de votre invitation et la lutte continue!

PROPOS RECUEILLIS PAR IOM & KB.DIAGANA